



GT1. État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne
30 Août - 1 Septembre, 2012. Ville de Panama, Panama

De la microstructure locale à l'État de droit démocratique

Marco Castillo

L'état de droit est considéré comme une condition nécessaire mais insuffisante pour une société libre et distributive. Nous supposons que l'action politique trouve dans ses institutions non pas une limite à ses projets, mais un espace de débat et d'action pour la réforme sociale. Les principes de légalité et de légitimité, en tant que valeurs de la citoyenneté démocratique, imposent à la politique actuelle, la construction urgente de réseaux sociaux. Des réseaux qui soient reconnus comme la base sociale du changement et de la représentation authentique de la citoyenneté dans une démocratie plongée dans la violence et l'abandon des gouvernements, gardant silencieusement dans le "sous-sol" communautaire l'essence même de la démocratie.

Les démocraties contemporaines ou postmoderne sont des systèmes politiques nécessairement représentatifs et participatifs. Cela signifie que le dilemme actuel est de savoir comment construire un état de droit qui reconnaisse la microstructure locale et respecte l'essence de la démocratie participative, ou créer l'espace pour qu'émergent de ce "sous-sol" les leaderships qui s'y cachent à cause de la peur et de la répression et sont devenus invisibles en tant que mécanisme de défense passive.

Contrairement aux anciens modèles de démocratie, les démocraties d'aujourd'hui doivent fonctionner à travers un système de représentation. Cela signifie la substitution du collectif et la concentration des décisions politiques dans la personne d'un législateur ou d'un gouvernant élu. A travers ces personnes, des groupes organisés par des partis politiques ou par des coalitions présentent leurs programmes de gouvernement aux citoyens qui, par le vote, décideront lesquelles occuperont les postes du gouvernement. Comme on le sait, le mécanisme qui donne sa raison d'être au principe de représentation politique démocratique est le principe de majorité. En effet, c'est la majorité des citoyens qui décide quel groupe exercera le pouvoir pendant une période prédéterminée au préalable. Ce processus de la démocratie actuelle doit reconnaître que la représentation n'est pas synonyme d'oubli des bases, car ces bases ou la microstructure locale doivent en permanence jouer le rôle de vérificateur de l'activité politique de manière organisée et participative.

Compte tenu des dimensions et des formes d'organisation des sociétés modernes, il semble très difficile, voire impossible, qu'un type de participation directe puisse remplacer le principe de représentation en tant que mécanisme de mise à jour de la volonté des citoyens. Ainsi, il semble qu'il existe une seule alternative pour l'expression de la volonté des citoyens, et ce sont les systèmes électoraux. Ces systèmes donnent un poids égal à chaque citoyen ("une homme, un vote") dans la désignation de ceux qui vont prendre des décisions qui concernent tout le monde. Mais le vote ne suffit pas dans la démocratie actuelle, il est urgent de reprendre l'articulation des réseaux sociaux de citoyens et de leur donner une légitimité politique et une légalité d'action, ce qui signifie que nous devons fonder la participation et la construction de l'Etat démocratique sur des bases organisées en microstructures communautaires qui aient suffisamment d'espace et de représentation pour ne pas être victimes de clientélisme, d'achats de volonté ou de silence par peur de la répression.

Pour reconnaître à quel point la microstructure locale peut devenir la base de la construction de l'état de droit démocratique, il faut une proposition qui dépasse la vision populiste de la participation de tous les

citoyens à toutes les décisions. Grâce à cela, on retrouve le rôle fondamental de chaque individu dans tous les processus démocratiques. Cela signifie connaître la structure participative, le schéma d'articulation collective et la valeur de la légitimité dans les actions du conglomerat. Ces éléments définissent les processus démocratiques qui incitent les microstructures sociales organisées à développer des actions pour surmonter les barrières de l'anomie sociale, de l'apathie des bases dans la participation et la prise du pouvoir responsable. Un pouvoir qui a été historiquement violé et réprimé par des structures parallèles liées au crime organisé, au trafic de drogue, aux groupes paramilitaires et aux élites politiques autoritaires.

Le fait d'évoquer dans cet article qu'un des principes fondamentaux des démocraties modernes doit être la reconnaissance et la protection des droits fondamentaux des minorités dans les décisions collectives implique que même si un seul homme s'opposait à la volonté de la majorité, son droit de le faire serait garanti par l'Etat de droit. Ce principe signifie que la démocratie et l'Etat de droit reconnaissent la microstructure locale représentée par l'image du citoyen.

La démocratie, le pouvoir et la représentation citoyenne

"L'essence de notre vie est faite, après tout, du fonctionnement politique de la société dans laquelle nous nous trouvons" Michel Foucault 1971.

Une des premières actions lorsque nous parlons de démocratie, de participation et de représentation est d'indiquer et de démontrer, comme le signale Foucault, de quelle manière se cachent les rapports de force politiques, les relations qui contrôlent le corps social et l'oppriment ou le répriment. Il est donc essentiel que nous considérions que, dans la construction d'un modèle d'État démocratique, les microstructures sociales qui le forment, doivent reconnaître qu'il existe en elles des micro pouvoirs qui entrent en relation de manière symétrique et asymétrique.

Le pouvoir est dans les mains des gouvernements et s'exerce à travers un certain nombre d'institutions particulières, telles que l'administration de la police, l'armée et l'appareil d'Etat qui représentent la manifestation publique du pouvoir de l'Etat. Cependant, on peut se poser les questions suivantes : qui détient le pouvoir dans les Etats démocratiques modernes? Des groupes comme l'armée, la police et d'autres structures de l'Etat ont-ils le pouvoir ou le partagent-ils avec d'autres groupes de pression particuliers qui contrôlent l'État de façon asymétrique ?

Pour Foucault, le pouvoir est une relation de forces, une position stratégique dans une société à un moment donné. Par conséquent, le pouvoir et les relations sont partout. Le sujet, et les microstructures dans lesquelles il interagit et coexiste, est traversé par ces relations. Pour Foucault, non seulement le pouvoir réprime mais il produit aussi, il produit des effets de vérité, de savoir, dans le sens de la connaissance et surtout de l'État. Cet État se démocratise, dans la mesure où la participation, la représentativité et la structure des relations, des décisions et des actions deviennent inclusives.

Les institutions publiques ont pour but d'élaborer et de transmettre un certain nombre de décisions au nom de la nation ou de l'Etat. Cependant, il est important de souligner que ces différents niveaux de l'État sont obligés de reconnaître dans leurs actions la volonté du peuple qu'ils représentent. La perte de valeur de la démocratie en tant que principe de l'Etat moderne a lieu quand celui-ci ne représente que la classe sociale privilégiée et exclut du de pouvoir d'autres classes, moins privilégiées.

Le véritable travail de la politique dans la société et de ses microstructures sociales est donc de critiquer le travail des institutions, de remettre en question leurs actions et leurs biais, à partir d'une position de neutralité et d'indépendance, en critiquant, en attaquant et en dénonçant son exercice obscur quand il existe. Lutter pour garantir la représentation citoyenne et le pouvoir du citoyen dans un Etat démocratique est un élément clé dans la construction d'un véritable Etat de droit.

La critique et la lutte sont essentielles dans la construction du pouvoir à partir de la microstructure sociale, parce que le pouvoir politique est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît, il est fait de centaines de liens invisibles qui l'intègrent et le soutiennent. Il ne suffit pas de penser que l'Etat lui-même s'appuie sur ses institutions, il existe des structures sociales qui luttent pour se l'approprier et avoir le pouvoir total ; localiser les points d'activité cachés dans la structure de l'Etat démocratique et les éclairer par la lumière de la participation active de la citoyenneté est une utopie qui mérite toutes les luttes pour y parvenir.

Il faut souligner que l'issue n'est pas dans la proposition populiste de la participation et que le chemin vers une véritable Etat de droit repose sur le fait que tous les citoyens reconnaissent les procédures démocratiques, la structure de la participation, le schéma d'articulation et la légitimité de leurs actions.

La microstructure sociale et les nouveaux leaderships engendrés par la peur et par le contrôle violent

« L'abîme qui sépare le citoyen qui participe, s'organise, débat et lutte pour ses droits, de ceux qui utilisent la force pour nier les libertés de l'adversaire, est le même que celui qui sépare la passion politique démocratique de la vocation totalitaire, la justice de l'arbitraire. Parce que, comme le disait un poète, nous pouvons parfois être des gens violents qui aiment passionnément, mais nous sommes toujours des hommes et des femmes qui détestent la violence qui nous aveugle. »¹ José Marzo, 2002.

Un des débats les plus récurrents sur la démocratie moderne sont les systèmes de contrôle et de peur. Ces systèmes ont contraint à modifier l'architecture des communautés, créant un nouveau type de « leadership informel urbain et rural », capable de mobiliser des segments spécifiques de la communauté, en les transformant, de manière négative, en "impulseurs du changement social au niveau micro communautaire". Ces microstructures ont généré un recul dans le respect des droits des citoyens et sont à l'origine d'une persécution contre ceux qui participent aux structures sociales qui cherchent à construire un Etat démocratique.

Le leadership émanant de la violence entrave la construction d'un tissu communautaire. Il se protège dans l'anonymat et l'omniprésence silencieuse. Il se manifeste dans les actions répressives dans les quartiers, affaiblissant l'Etat de droit démocratique et désarticulant la microstructure sociale.

En ne permettant pas le développement social, l'affaiblissement de la participation citoyenne et la perte de légitimité des actions de l'État, une dynamique de retour au totalitarisme est créée. Ce concept est précisé par ce que dit José Miguel Cruz dans un article sur la violence, la démocratie et la culture politique, publié dans la revue *Nueva sociedad* de mai / juin 2000 « *Le problème de la violence est extrêmement grave en Amérique latine. Au-delà de son impact sur la perte de vies et sur le développement économique, il transforme aussi la culture politique et affecte les processus démocratiques. En l'absence de réponses sociales et de politiques efficaces pour lutter contre les niveaux élevés d'insécurité publique, de nombreux citoyens abandonnent la participation sociale et politique. On commence à valoriser les attitudes autoritaires et la méfiance dans les institutions et les mécanismes juridiques augmente, et parallèlement on assiste au soutien croissant de personnalités politiques autoritaires* »², non seulement autoritaires au niveau politique global, mais aussi dans les formes qui, par le biais de la peur et du pouvoir économique, vont exercer un processus d'érosion sur les structures microsociales au point de neutraliser l'Etat démocratique et de le transformer en un « Etat gendarme, prétorien, mafieux ou criminel ».

Pour comprendre la microstructure sociale et les nouveaux leaderships suscités par la peur et le contrôle violent et la façon dont ils ont gagné du terrain, affaiblissant la démocratie et l'Etat de droit, il faut

¹ Traduction libre de l'original en espagnol.

² Traduction libre de l'original en espagnol.

comprendre comment la violence, la criminalité et l'insécurité commencent par gagner du terrain dans les discussions sociales et quotidiennes. Tout d'abord, l'échelle des valeurs sociales et des attitudes a changé chez les citoyens, donnant lieu à des actions et à des comportements leur assurant davantage de protection et de sécurité face à la sensation de menace. Ensuite, dans la culture politique du citoyen, s'installe un questionnement permanent de la validité et de la légitimité du régime des libertés démocratiques et du respect des droits humains et civils. Dans ce sens Ratinoff 2004, nous amène à réfléchir sur ce qu'il appelle *Le système de reproduction du crime*, qui selon l'auteur s'installe dans la structure microsociale et génère des processus dynamiques qui conditionnent la commission de crimes et d'actions qui portent atteinte à la structure démocratique et à l'Etat de droit. Des actions qui affaiblissent les institutions spécialisées dans la promotion de la sécurité émotionnelle, de l'identité personnelle et de l'engagement communautaire, qui cèdent la place aux alternatives de la culture commerciale, aux structures eidétiques du monde de l'information et à certaines formes secondaires de socialisation, qui en même temps assurent la protection et promeuvent des identités adaptatives pour pouvoir survivre dans l'insécurité.

L'insécurité sociale valide l'ordre autoritaire et affaiblit progressivement l'Etat de droit, créant une distance entre les modèles de stabilité sociale et ce qui est vécu dans la réalité. Une scission profonde commence à apparaître entre les horizons éthiques et les stratégies de survie qui sont en contradiction avec les valeurs et les désirs de la démocratie et de l'utopie.

Enfin, toujours selon Ratinoff, la démocratie faible et son Etat de droit presque inopérant cède la place à la multiplication du délit. « *Si le crime paie, il existe des incitations directes à commettre le crime.* »³. Cela se produit généralement dans les environnements dans lesquels l'impunité prévaut et les gens sont bien conscients qu'il n'y a pas de lien de causalité nécessaire entre le crime et le châtement. L'Etat s'efface et laisse place à des systèmes parallèles de contrôle social qui appliquent des dynamiques contraires à la fragile institutionnalité démocratique. La criminalité et la violence qui l'accompagne deviennent "normales" et les espaces, communautaires, en intégrant dans leur vie quotidienne l'insécurité et la peur comme des notions appartenant aux activités normales de la vie quotidienne, se transforment en sujets permanents du mal social.

Compte tenu de ce qui précède, il est important de découvrir les mécanismes permettant de briser les frontières créées par la peur et la violence systémique. Passer de groupes articulés de manière micro organisationnelle à des groupes plus grands, capables de répondre par l'action et le consensus, dotés d'une conscience critique du changement dans son contexte environnant et communautaire, qui parviennent peu à peu à transcender dans leur dynamique de démocratie et de respect vers l'État de droit légitime.

Les réponses aux conflits qui minent la démocratie de la microstructure sociale

Le mot conflit est ambigu et mobile et, selon le contexte, il peut avoir des interprétations différentes. La définition d'Adam Curle nous aide à préciser notre approche : on parle de conflit quand un individu, une communauté, une nation ou même un bloc international désire quelque chose qui ne peut être atteint qu'au détriment d'un autre individu ou groupe qui le souhaite également.

La résolution de conflits vise à réduire à des niveaux gérables les antagonismes qui apparaissent tant au niveau local que mondial et cherche à engendrer des actions et des processus afin de trouver :

1. des sorties constructives du conflit et une stabilisation de l'Etat de droit démocratique,
2. des formes communautaires traditionnelles ou locales qui réduisent les effets de la transgression à la structure sociale,

³ Traduction libre de l'original en espagnol.

3. un moyen de transcender les limites fixées par le droit et la psychologie, en revenant aux dynamiques plus microsociales pour garantir la légitimité des solutions,
4. la reconnaissance des dimensions du conflit et de ses acteurs,
5. des ponts entre les groupes sociaux soumis et non articulés, de sorte que, sous un régime de droits, le règlement pacifique des conflits soit reconnu et devienne prévalent,
6. des processus de construction de réseaux de communication entre les dirigeants et dirigeantes traditionnels et émergents (les dirigeants de "sous-sol"),
7. le moyen d'élaborer des stratégies non-violentes de défense à travers la participation active des microstructures communautaires qui soutiennent l'État de droit démocratique.

La lutte pour imposer un mode de vie ou se refuser à en accepter un, provoque une résistance et des frictions dans la dynamique communautaire et dans la construction d'un État de droit démocratique. Les stratégies les plus diverses sont utilisées, de l'anomie à la violence manifeste, pour s'approprier les territoires et prendre le pouvoir, même si pour cela il est nécessaire de s'associer à des groupes de trafiquants de drogue et de crime organisé.

L'émergence d'un conflit violent commun et de routine, y compris la violence entre et contre voisins à l'intérieur d'une microstructure sociale de manière institutionnalisée par les appareils de contrôle de l'Etat donne lieu à une normalisation de la violence récurrente qui provoque des centaines de victimes, la plupart collatérales à l'épicentre du conflit. L'incapacité d'articuler ces groupes communautaires en conflit provoque une série de dysfonctionnements qui portent atteinte au réseau social de la structure microsociale. En outre, cela provoque une série récurrente d'événements violents qui affectent les gens en tant qu'individu et le quartier au niveau collectif. Des faits qui s'expriment sous la forme de violence domestique, violence envers les enfants, travail des enfants au sein des groupes armés, mères, femmes et jeunes recrutés par les réseaux criminels et de trafic de drogues, gangs de jeunes ou *maras*, viols et abus de femmes adultes et mineures, alcoolisme, abus de consommation de substances psycho actives ou extorsion, parmi les différents conflits qui apparaissent collatéralement.

La résolution des conflits aujourd'hui exige la prise de décision au niveau interne avec des approches et des aspects spécifiques donnant la priorité à la construction de structures microsociales politiques solides qui assurent l'intervention spécifique des acteurs du conflit. Cela signifie reconnaître la microstructure communautaire qui cherche, d'abord auprès des groupes de confiance, à atteindre des accords assurant des résultats durables et pacifiques par le biais de la résolution de conflits. Ces microstructures organisationnelles parviennent, à travers des processus de négociation, à inclure les parties concernées et à tenir compte de leurs besoins, de façon symétrique et sans imposition de la part des groupes de contrôle. Cela donne lieu à un modèle de bonne pratique pour trouver des solutions qui transcendent les asymétries et nivellent le pouvoir dans les relations microsociales, garantissant une cohabitation démocratique et harmonieuse.

Une défense non-violente ne peut être instaurée que dans la dynamique d'un mouvement de décentralisation à tous les niveaux. La non coopération et la désobéissance civile, combinées avec la création d'institutions indépendantes locales et avec la mise en place de techniques légères ou d'instruments de cohabitation contrôlables par tous, permettront de réaliser, après un travail de sensibilisation en profondeur et d'information, une libération progressive à partir de la base. Il ne serait pas alors impossible de construire de véritables « territoires libérés de violence », dont la gestion serait confiée à la population locale. Ces « territoires » peuvent être géographiques ou institutionnels, centrés sur la base qui prendrait progressivement le contrôle des quartiers, des localités et des institutions qui étaient autrefois contrôlées par des groupes du crime ou par des trafiquants de drogue. Ces processus nous amènent à penser qu'il serait beaucoup plus raisonnable de nous orienter vers l'organisation locale d'une défense civile non-violente que de continuer à renforcer notre défense par la violence ou l'anomie.

Une population convaincue qu'elle doit se défendre vigoureusement par le biais de mécanismes non-violents, de non-participation ou de rupture de l'anomie pourrait non seulement mettre un groupe criminel

ou de contrôle social dans l'éventuelle incapacité de porter préjudice ou d'exercer une violence symbolique ou tacite, mais pourrait aussi créer un effet d'inhibition ou d'incapacité agressive; neutraliser l'action répressive de ses sicaires, de ses groupes armés ou de ses polices, le cas échéant. Ces groupes pourraient même être dissuadés de s'aventurer à réaliser une invasion violente de crainte que le moral de leurs hommes de main soit contaminé par le contact avec une population profondément désireuse de vivre en paix. Mais même pacifique, réticente à tout obstacle dans ses libertés fondamentales, à toute soumission et tout acte contraire à ses convictions et à sa culture de paix, dans un état de démocratie réelle et construite à partir de la microstructure sociale qui la soutienne et la rende viable même en cas de désastre et de catastrophe nationale.

Réflexions finales

L'impact de la violence et de l'insécurité sur la culture politique des citoyens d'un pays est complexe et multidimensionnel, ce n'est pas une recette ou une liste de courses. Les facteurs qui affaiblissent la participation des citoyens dans une société qui cherche à être démocratique vont d'attitudes autoritaires et de la méfiance dans les institutions, jusqu'au soutien d'un régime autoritaire qui ne reconnaît pas la microstructure sociale.

Bien que le panorama latino-américain nous amène à penser à une lointaine utopie pour garantir la démocratie, la liberté, la justice et l'égalité, il ne faut pas laisser les solutions venir de la violence. Il faut renforcer les réponses non violentes qui soutiennent les États de droit démocratiques naissants que l'on est parvenu à former. En outre, il faut construire une culture active dans la résistance non violente, en créant une base permettant à la microstructure sociale de maintenir la paix, en engendrant davantage de motivation, en mettant en place des stratégies et des moyens efficaces pour lutter contre les dangers qui menacent la démocratie. C'est comme cela que l'articulation communautaire se développera et, avec elle, la capacité de réponse collective en nombre et en groupes articulés non-violents. Ces groupes développeront progressivement un Etat de droit démocratique, représentatif, légitime et valable pour tous.

Bibliographie

Cruz, José Miguel. (2000). Inseguridad, violencia y miedo en América Latina. Revista Nueva Sociedad.

Curle, A. (1971). Making Peace. London: Tavistock.

Curle, A. (1994). "New Challenges for Citizen Peacemaking". Medicine and War. Vol. 10, ISS. 2: 96–105.

Gerry Adams: The New Ireland: A vision for the future. Brandon/Mount Eagle, 2005.

Kliksberg, Bernardo (2008) Mitos y Realidades sobre la Criminalidad en América Latina. Algunas anotaciones estratégicas sobre cómo enfrentarla y mejorar la cohesión social. San Salvador.

Lederach, P. (1997) Building Peace. Sustainable Reconciliation in Divided Societies. Washington, D.C. US Institute of Peace Press.

Lederach, Pablo (2008) La Imaginación Moral

Lewin, K. (1992), "La investigación-acción y los problemas de las minorías", en AA.VV., La investigación-acción participativa. Inicio y desarrollo, Biblioteca de Educación de Adultos, nº 6, Ed. Popular, Madrid:13–25.

Monzon, Ivan (2010) About Urban Peace. American Friends Service Committee. Guatemala.

Randall Collins (2004) Interaction Ritual Chains. Princeton y Oxford. Princeton University Press, 2004.

Ratinoff, Luis C. (2004). La violencia criminal es reversible. Para lograrlo hay que tomar en cuenta las características de los nuevos escenarios. Centro Lindavista. Serie Respuestas para la Paz: 30–32.